

# Le P'tit Rouge

Numéro 8 • Avril 2019

*Nous sommes, probablement comme vous, des travailleurs, chômeurs, étudiants. Nous pensons que ce monde doit changer, et que seuls les exploités sont en mesure de le faire. Nous écrivons ce bulletin sur notre temps libre et le distribuons par nos propres moyens. Il peut être copié et distribué partout où cela est possible. N'hésitez pas à nous contacter !*



<http://garap.org>

## Qu'est-ce que le mouvement des Gilets Jaunes ?

Apparu via des réseaux sociaux et à l'insu des habituelles structures de pacification sociale (syndicats et partis politiques de gauche et d'extrême-gauche), le **mouvement des Gilets Jaunes (GJ)** visait initialement à s'opposer à une hausse annoncée par le gouvernement de la taxe sur les carburants. Ce mouvement a pris des formes diverses : blocages de ronds-points ou de plateformes logistiques, opérations « péage gratuit », manifestations souvent accompagnées d'affrontements avec les forces de l'ordre, attaques contre des locaux politiques de tous bords et des symboles du capitalisme (commerces de luxe, agences immobilières, banques...). Ayant jeté dans la lutte des fractions de la classe ouvrière dont le quotidien est rythmé par les **nécessités de la survie**, le mouvement des GJ dément, par sa longueur même, les pronostics des prétendus « experts » annonçant, semaine après semaine, son « essoufflement »... depuis maintenant quatre mois !

S'il ne parvient toujours pas à **s'extraire totalement de l'impasse nationaliste** (la croyance en un « peuple français » ayant des intérêts communs, au-delà de l'opposition entre exploités et exploités) et qu'il continue à s'illusionner quant à son caractère non-partisan (toutes les « personnes de bonne volonté » seraient les bienvenues chez les GJ... y compris des fachos !), il a néanmoins su **dépasser sa revendication initiale** et a obtenu du gouvernement Macron-Philippe des concessions sur plusieurs points : annulation de la hausse de la CSG pour une partie des retraités, gel des taxes sur les carburants et des tarifs de l'électricité et du gaz, plafonnement des frais bancaires liés au découvert, etc...

Le gouvernement a été contraint de lâcher du lest à certains agents publics (des finances publiques, des douanes, des EHPAD et même de la police nationale) par crainte de les voir se solidariser des GJ, et estime qu'il est désormais de son devoir de ne plus rien céder et de briser le mouvement par la terreur étatique afin d'en faire un (contre-)exemple. Une **grève générale illimitée** venant frapper la bourgeoisie au cœur du rapport social capitaliste, dans les entreprises et la fonction publique, serait un pas décisif vers l'extension et la radicalisation du mouvement des Gilets Jaunes.

À côté de cela, les syndicats refusent (évidemment !) d'appeler à ce type de grève dans

les secteurs d'activité où leur influence reste importante (fonction publique, grandes entreprises privées), et ont rédigé - à la demande du gouvernement - un communiqué condamnant la violence... des Gilets Jaunes !

Les partis politiques ne sont pas en reste. Ceux de gauche et d'extrême-gauche tentent d'éteindre l'incendie en proposant aux Gilets Jaunes des **solutions éculées** (élections, présentées comme un prélude à d'hypothétiques réformes « sociales » en cas de victoire). Les partis ouvertement réactionnaires (LR, RN), après avoir soutenu démagogiquement le mouvement en y projetant leurs **fantasmes chauvins**, ont paniqué lorsque la **question sociale** est devenue centrale, et ont alors applaudi les exactions de la police et demandé un énième renforcement de l'arsenal répressif.

Ce dernier, déjà abondamment utilisé contre les GJ (des milliers d'arrestations/contrôles préventifs, plus de 800 peines de prison prononcées par la « justice », des dizaines de manifestants mutilés à vie par les grenades et les lanceurs de balle de défense des flics...), est pourtant sans cesse renforcé. Cela renseigne sur la détermination suicidaire de la bourgeoisie à poursuivre sa politique de pillage, - à l'instar d'un Laurent Nuñez, ancien chef de la DGSI (de la police politique) devenu secrétaire d'État, affirmant que tous les manifestants seront désormais considérés par les pouvoirs publics comme des émeutiers.

Pourtant, ni le recours aux militaires, aux blindés et aux drones ni les bobards d'une presse détenue par des ordures milliardaires n'ont réussi à étouffer le retour de la colère prolétarienne. En dépit de la répression et de la propagande, les bourgeois et leurs instituts de sondage doivent néanmoins reconnaître avec effroi qu'une personne sur deux dans ce pays soutient encore les gilets jaunes et - pire encore - que **50 % des ouvriers et des employés souhaitent une révolution** (sondage IFOP pour Atlantico, mars 2019) !

De la France au Soudan, de l'Algérie à la Hongrie, les exploités se réveillent et font face à la même répression des chiens de garde de la bourgeoisie.

Cette dernière, sous ses divers masques (religieux, laïc, démocrate, nationaliste...), à tout à perdre. Nous n'avons à perdre que nos chaînes. **Ce sera nous ou eux.**